

NACER MEHAL À PROPOS DU PROJET DE LOI RELATIF À L'INFORMATION :

«Les amendements ne remettent pas en cause le texte»

Ceux qui, naïvement, ont continué de croire que la commission de la culture, de la communication et du tourisme allait faire écho à leurs doléances et réduire de la contrainte que le projet de loi organique relative à l'information poursuit d'imposer à l'exercice du métier de journaliste sont, désormais, définitivement fixés. «Les amendements proposés, au niveau de l'APN, au projet de loi relatif à l'information ne remettront pas en cause, ni dans la forme ni dans le fond, ce texte de loi», a tranché, jeudi, en marge de la plénière du Sénat consacrée aux questions orales.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Le pouvoir n'entend donc point s'amender. Il reste sur sa logique liberticide. Le projet de loi organique relative à l'information sera validé, le

14 décembre prochain, sans que sa substance soit altérée. Parole du ministre de la Communication. Et comme pour administrer un remon- tant à une corporation fortement

inquiète, Nacer Mehal a fait le rappel de ce que les journalistes bénéficie- ront, dès janvier 2012, de formations en continu. Son département s'at- tache, a-t-il indiqué, à élaborer un projet dans ce sens.

Nacer Mehal a également soutenu qu'un centre de formation des métiers de l'audiovisuel sera installé à Sidi-Abdallah, en collaboration avec le ministère de la Formation professionnelle. S'agissant des contenus pédagogiques de ces cycles de formation, le ministre de la Communication a indiqué qu'ils seront élaborés en collaboration avec le ministère de l'Enseignement supé- rieur et de la Recherche scientifique. En attendant, le ministre de la

Communication se préoccupe quasi prioritairement de la presse publique écrite et audiovisuelle. «Je dois reconnaître que la presse publique a besoin de renouveau, qu'elle est capable de faire mieux, qu'elle doit s'adapter à ce nouveau texte et je lui donnerai les moyens de s'épanouir davantage», a-t-il affirmé.

Concernant plus particulièrement les médias de l'audiovisuel, Nacer Mehal a concédé une nouvelle fois qu'il n'est pas satisfait du travail fourni par la télévision. Il a soutenu avoir été le premier à critiquer la télévision mais également le premier à la défendre. Le ministre de la Communication ne trouve, néan- moins, pas des circonstances atté-

nantes à la télévision dont il a dit qu'elle «est le produit de politiques qui l'ont, malheureusement, empê- chée d'assumer le service public comme il se doit». Qu'a-t-il alors pro- jeté pour ce média lourd ?

Nacer Mehal a révélé, sans aller dans le détail, que le gouvernement compte lui donner les moyens. «La télévision est condamnée à se réfor- mer, sous peine de disparaître du champ audiovisuel.»

Estimant la réforme de la télévi- sion nécessaire et urgente, Nacer Mehal a souligné que «nous devons changer pour offrir une autre télévi- sion aux Algériennes et aux Algériens».

S. A. I.

L'ONPLC POUR CONTRER TRANSPARENCY

État de la corruption en Algérie

Le président de l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption a annoncé, hier, le lancement d'études statistiques afin de dresser la «cartographie» de la corruption en Algérie. Cette action se veut une réponse directe aux rapports d'organisations non gouverne- mentales, notamment ceux publiés chaque année par Transparency International.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Le ministè- re de la Justice a organisé, hier, une conféren- ce afin de «célébrer» la Journée internationale sur la lutte contre la corruption. Une occasion pour Brahim Bouzeboudjen de présenter les

«grandes lignes du programme d'actions 2012-2015 de l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption».

Entre autres objectifs, cette structure s'at- tèlera à «développer la connaissance la plus large et la plus objective possible de la situa- tion de la corruption en Algérie». Car selon Brahim Bouzeboudjen, il n'existe que très peu de données sur l'étendue de ce phénomène. «A notre connaissance, il n'existe jusqu'à ce jour, qu'un seul sondage d'opinion réalisé, en 2006, par le Centre national d'études et d'ana- lyses pour la population et le développement (Ceneap) dans le cadre du mécanisme d'éva- luation par les pairs», a-t-il souligné.

Ce sondage aurait permis de tirer les «enseignements» suivants : «La corruption fait partie des trois préoccupations prioritaires des citoyens derrière le chômage et les inégalités économiques (...), 20% des personnes inter- rogées considèrent que l'étendue de la corrup- tion est élevée et 40% considèrent que son étendue est moyenne (...), 37% des répon-

dants perçoivent la corruption au niveau des administrations, 13% au niveau du secteur financier et 9% au niveau de la justice.»

Pour le premier responsable de l'ONPLC, ce sondage n'est qu'une «perception, à un moment donné, sur un phénomène sur lequel on ne possède aucune mesure».

Une «autocritique» qui permettra à M. Bouzeboudjen de rejeter «les appréciations provenant d'ailleurs sur la situation de la cor- ruption prévalant en Algérie». Il n'a cité aucun nom, mais il est évident que cette critique est destinée directement à Transparency International et à son rapport annuel sur l'indi- ce de perception de la corruption. Dans sa dernière édition, cette ONG a classé l'Algérie

à la 112^e place sur 183 pays évalués. Pour pallier l'absence de données, il a été donc décidé d'élaborer une «cartographie» de la corruption à travers des études, des enquêtes et des sondages.

L'ONPLC envisage également de s'intéres- ser au phénomène au sein des services publics en «relation avec les citoyens et les milieux d'affaires».

Reste à savoir si les données statistiques d'un organe dont les membres sont nommés par le pouvoir politique seront plus «objec- tives» que ceux élaborés par une ONG étran- gère qui se base sur des informations de milieux d'affaires internationaux.

T. H.

INDÉPENDANCE DE LA JUSTICE

Les contradictions de Belaïz

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux s'est, encore une fois, contredit en abordant la lanci- nante question de l'indépendance de la justice. «Je défie quiconque d'apporter la preuve d'une interférence des pouvoirs (exécutif et législatif) dans l'action de la justice», a déclaré, hier, Tayeb Belaïz au sortir de la conférence internationale sur la lutte contre la corruption. En fait, quelques minutes auparavant, dans sa déclaration d'ouverture, le ministre avait prononcé les propos suivants : «La lutte contre la corruption exige une justice indépendante, intègre et qui fasse preuve d'un professionnalisme de haut niveau.» Une phrase que Tayeb Belaïz a répétée à deux reprises...

T. H.

MÉDIATION JUDICIAIRE

3 567 affaires traitées en deux ans

La médiation judiciaire, mise en place il y a deux années, semble être une expérience réussie. Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Belaïz, a informé jeudi, au Conseil de la nation, que 3 567 affaires ont été traitées à l'échelle nationale.

Le règlement à l'amiable et à moindre coût des contentieux est donc possible, tant est

que le mécanisme mis en place à cet effet a bien fonctionné, selon le ministre de la Justice.

Fort de ce succès, Tayeb Belaïz réfléchit à l'élargissement de cette alternative qui, jusque-là, n'a concerné que les affaires civiles et administratives à l'exception de celles liées aux litiges professionnels ou à l'état civil.

Le ministre de la Justice a annoncé qu'un projet de statut riche de 50 articles sera prochainement soumis au gouvernement pour examen. Ce projet, a-t-il expliqué, vise à élar-

gir le mécanisme à d'autres affaires. Tayeb Belaïz a rappelé, en outre, que la médiation judiciaire «est une mesure alternative de règlement à l'amiable des affaires de conten- tieux». Un mécanisme qui suppose, après la définition de la nature du contentieux, le consentement des deux parties.

Le médiateur a pour tâche de rapprocher les vues entre les parties en litige. Le procès- verbal signé par les parties en conflit fait office de «jugement final de l'affaire».

S. A. I.

COMMUNIQUÉ DU SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES (SNJ)

Affaire *Al Hayat Al Arabya* : un dérapage de plus

Le Syndicat national des journalistes a été saisi, hier, vendredi 9 décembre 2011, des graves développements de l'affaire de nos confrères du quotidien arabophone *Al Hayat Al Arabya* ayant fait l'objet d'un licenciement col- lectif abusif le 3 décembre dernier.

Une décision injuste, arbitraire mais surtout caduque parce que ne s'appuyant sur aucune notification administrative, de quelque nature que ce soit.

Se rendant compte sur le tard de sa bétise, l'employeur innove en tentant un passage en

force : le nettoyage par le vide ! Hier matin, en effet, l'ensemble de nos confrères se rendent comme tous les jours au siège du journal, mais, surprise !

Le journal n'est plus là. L'appartement, situé 10 rue Hassiba-Ben-Bouali qui faisait office de siège, avait changé de serrure et le titre, *Al Hayat Al Arabya*, est désormais confection- né ailleurs, au 2, rue Victor-Hugo, siège d'un autre titre appartenant au même propriétaire.

Cette pirouette unique dans les annales de la presse ne sera pas la seule trouvaille de cet

employeur. Se trompant définitivement d'époque, ledit employeur croit avoir trouvé l'argument pour se débarrasser à jamais de l'ensemble du personnel : «Vous allez me le payer, la liste de vos noms est au niveau du DRS !» Rien que cela.

Le Syndicat national des journalistes, qui sait, lui, que les conflits sociaux ne se règlent pas au niveau des services de renseignement, a déjà saisi les instances habilitées en la matière : l'Inspection générale du travail, en attendant éventuellement la justice.

Nos confrères n'ont donc pas à s'inquiéter de ce côté-là.

Cela étant, il est temps que les pouvoirs publics sévissent, et de la manière la plus ferme, contre ce genre d'éditeurs qui ternissent l'image de la presse algérienne et qui ne doi- vent leur existence qu'à l'attitude complaisante et complice de certains segments de l'Etat.

P/ le syndicat national des journalistes, le secrétaire général, Kamel Amarni